



CONVENTION D'OCCUPATION POINT HAUT TETRA SITE : STADE D'OLLIIOULES

ENTRE :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée à l'Hôtel de la Métropole, 107 boulevard Henri Fabre, CS 30536 | 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président, Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité aux présentes en vertu de la Décision du Président n°..... en date du

Ci-après dénommée « **l'occupant** »,

ET

La commune d'Ollioules, sise 7 avenue du Général de Gaulle 83190 OLLIOULES, représentée par son Maire, M. Robert BENEVENTI, dûment habilité aux fins de signature par la délibération n°..... en date du

Ci-après dénommé « **le propriétaire** »,

ci-après dénommés ensemble les « **Parties** ».

Au préalable, il est exposé ce qui suit :

Dans l'optique de la constitution d'un réseau de radiocommunication mutualisé couvrant les douze communes de la Métropole (Toulon, Six-Fours, La Valette, La Garde, La Seyne sur Mer, Carqueiranne, Ollioules, Le Revest les Eaux, Hyères, Le Pradet, Saint Mandrier, La Crau), la Métropole « Toulon Provence Méditerranée » a initié une démarche globale en vue de mettre en œuvre une infrastructure commune pour des besoins d'intérêt général.

Ce réseau de radiocommunication, est un réseau privé autonome (PMR), indépendant des réseaux « grand public ».

Il est mis en œuvre pour les besoins des services publics de Toulon Provence Méditerranée et de la Ville de Toulon :

- pour les transports en communs de la Métropole dans le cadre du projet Système d'Aide à l'Exploitation et à l'Information voyageurs (SAEIV),
- pour les besoins des services de Toulon Provence Méditerranée : sécurité, environnement,...
- pour les besoins des services de la Ville de Toulon : police municipale, nettoyage....

En cas de situation de crise, cette architecture permet de créer des groupes mettant en communication des utilisateurs des différentes entités utilisant ce réseau de radiocommunication.

La réalisation de ce projet nécessite notamment d'installer des équipements de stations radioélectriques sur des « points hauts » de la Métropole Toulon Provence Méditerranée en vue d'y installer le matériel et les équipements nécessaires.

Des conventions d'occupation doivent donc être passées avec les propriétaires de ces sites qui autorisent l'implantation du matériel ou son renouvellement.

Par conséquent la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'est rapprochée du propriétaire pour lui proposer la signature de la convention qui suit.

Ceci exposé, il est convenu ce qui suit :**Article 1^{er} - Objet de la Convention**

La présente convention d'occupation a pour objet de définir les conditions de mise à disposition au profit de l'occupant de l'emplacement défini à l'article suivant en vue de lui permettre d'implanter, de mettre en service et de maintenir des équipements techniques et nécessaires à la constitution d'un réseau mutualisé de radiocommunication.

Article 2 - Désignation

Le local technique et le pylône, ci-après désignés « les lieux » ou « site », situés sur le stade municipal situé sur la parcelle **CA0066**, quartier de Saint Roch appartenant à la commune d'Ollioules répond aux conditions techniques de hauteur de pylône et de localisation du pylône et du local technique pour permettre une bonne couverture du territoire de la Métropole par le réseau de radiocommunication.

- Dénomination : **Stade municipal**
- Adresse : **34 Allee des Bleuets, 83190 Ollioules**
- Références cadastrales : **parcelle CA0066**

Article 3 - Mise à disposition et descriptif des Installations

L'occupant est autorisé à occuper les lieux ci-après désignés « les lieux » ou « site », situé quartier Saint Roch, références cadastrales **CA0066** et repérés ci-après sur les plans en annexe

L'installation comporte :

- En extérieur sur le pylône existant :
 - 1 parabole FH de diamètre 60 cm en dessous des antennes opérateurs GSM
 - 1 antenne Panneau directionnelle TETRA (PAR 10 W)
- Sur la zone réservée aux baies radio dans un local technique existant
 - 1 x Coffret 19'600x600x400 :
 - 1 alimentation 48v
 - 1 routeur
 - 1 IDU FH
 - 1 lot de batterie de secours posé sur support à terre dans le local
 - 1 départ 220v / 10 A
- Sur la zone derrière le pylône
 - 2 x µBs TETRA fixés au mur

Avant tout changement de configuration y compris pour se conformer aux évolutions des règles sanitaires, l'occupant en avertira le propriétaire dans les plus brefs délais afin de préparer un éventuel avenant à la présente convention.

En cas de modifications impactant les surfaces et volumes des équipements mis en œuvre dans le cadre de la présente convention, des avenants pourront être passés pour actualiser la liste des matériels.

Article 4 - Prise d'effet

La présente convention entre en vigueur à effet du 19/01/2023.

Article 5 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de dix (10) années.

Six mois avant l'expiration de ce délai de 10 ans, les parties se réuniront afin de définir ensemble les conditions d'une nouvelle convention.

Article 6 - Responsabilité – Assurances

Article 6.1 – Responsabilité

L'occupant demeure entièrement et seul responsable des dommages matériels directs qui pourraient résulter de l'installation, l'exploitation et l'enlèvement de ses équipements techniques.

L'occupant aura l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou de celui des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestataires et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux, objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

L'occupant fera procéder à l'installation, par la société titulaire du marché du projet « Réseau de radiocommunication Tetra », de tous les dispositifs techniques (antennes, câbles, etc ...) et de leur raccordement en respectant strictement les normes techniques, les règles de l'art, l'étanchéité des installations existantes, ainsi que les règles relatives à l'hygiène et à la sécurité.

Article 6.2 – Assurances

L'occupant garantit le propriétaire en « dommages aux biens » pour ses équipements et une assurance Responsabilité Civile garantissant notamment les risques d'incendies, explosion, foudre, dégâts des eaux, responsabilité civile pour tous les risques locatifs et de voisinage.

Article 7 – Redevance d'occupation

Le propriétaire accorde à titre gratuit l'occupation des lieux par l'occupant et les sous occupants pour l'implantation du réseau de radiocommunication mutualisé et utilisé à des fins de service public.

En contrepartie, l'occupant s'engage à mettre à disposition gracieusement, à la commune d'Ollioules, pour ses besoins propres, l'accès au réseau de radiocommunication métropolitain à l'exception :

- des équipements complémentaires (fournitures : matériels et logiciels, et prestations associées : installation, paramétrage,...) qu'il appartient au propriétaire d'acquérir,
- des prestations de supervision, de maintenance et redevances Arcep.

Ces besoins pourront le cas échéant être couverts par le biais d'une convention spécifique.

Article 8 - Destination des emplacements mis à disposition

L'occupant ne pourra pas affecter les lieux à une autre destination que l'exploitation de réseaux de radiocommunication.

Les emplacements visés ci-dessus sont strictement destinés à un usage technique. Ils ne pourront être utilisés en bureaux, stockage de marchandises ou réception de clientèle quelconque.

La présente convention n'est pas soumise aux dispositions des articles L. 145-I et suivants du Code de Commerce et ne pourra donner lieu à la propriété commerciale afférente.

Article 9 - Autorisations administratives

L'occupant fera son affaire personnelle d'obtenir les autorisations administratives préalables et indispensables à son activité et à l'utilisation des équipements, sans que le propriétaire puisse être inquiété ou recherché à ce sujet en cas de refus de l'Administration.

Article 10 - Sauvegarde des activités de l'occupant

S'il préexiste déjà une ou plusieurs stations de radiocommunications, l'occupant s'engage avant d'installer ses équipements techniques, à réaliser à sa charge financière les études de compatibilité entre les différentes installations.

Les résultats de l'étude de compatibilité seront remis au propriétaire avant le début des travaux.

En cas d'interférences ou de perturbations diverses entre les équipements, l'occupant s'engage à réaliser à ses frais la mise en compatibilité radioélectrique sous réserve de la conformité de ses matériels avec les normes en vigueur. Si celle-ci s'avère impossible, l'occupant ne pourra pas installer ses propres équipements techniques. La présente convention sera résolue de plein droit sans indemnité de part et d'autre.

Le propriétaire s'engage à ne pas laisser s'installer sur le site des stations de radiocommunications d'autres entités sans avoir préalablement demandé aux futurs contractants de communiquer à l'occupant les études de compatibilité radioélectriques avec les équipements existants.

Article 11 - Sauvegarde des activités du Propriétaire

Les équipements techniques et leur fonctionnement ne devront engendrer aucune interférence sur les émissions radio qu'utilise éventuellement à partir du même site le propriétaire.

S'il s'avère que les équipements techniques de l'occupant gênent les émissions et/ou les réceptions radioélectriques du propriétaire et/ou du voisinage, les frais occasionnés par l'adaptation technique des matériels seront à la charge de l'occupant sous réserve de la conformité de ces matériels avec les normes et réglementation en vigueur. Si aucune solution technique ne peut être trouvée, l'occupant pourra résilier la convention sans préavis ni indemnité.

Article 12 - Energie, Branchements et câblage

Article 12.1 – Energie

L'alimentation en énergie électrique sera réalisée par branchement sur l'installation électrique préexistante. La consommation électrique correspondante sera évaluée sur la base de la consommation des équipements prévus sur le site (évaluée à 300 W maximum pour les équipements installés) et refacturée à l'occupant.

Cette évaluation sera révisée en fonction des modifications des équipements installés sur le site.

Si d'autres fluides s'avéraient nécessaires au fonctionnement des équipements techniques de l'occupant, celui-ci analysera avec le propriétaire les possibilités de raccordement aux arrivées existantes.

En cas d'impossibilité de raccordement aux sources d'énergie existantes du propriétaire, l'occupant pourra faire installer un compteur par le concessionnaire concerné, à son nom et à ses frais exclusifs, ceci afin de bien différencier les consommations du propriétaire de celles des installations projetées. Dans ce cas les abonnements nécessaires seront directement pris en charge par l'occupant auprès du concessionnaire concerné. Le propriétaire autorise l'occupant à effectuer les branchements correspondants à ses frais exclusifs.

Article 12.2 – Branchements

Au cas où l'activité de l'occupant rendrait nécessaire le branchement d'une ligne téléphonique ou de liaison(s) spécialisée(s), celui-ci sera pris en charge par l'occupant qui souscrira un abonnement à son nom auprès de l'opérateur. Le cheminement du circuit de l'opérateur devra être déterminé en accord avec le propriétaire.

Article 12.3 – Câblage

Le propriétaire autorise à raccorder entre eux par câbles les équipements susvisés ainsi qu'à raccorder ces équipements, notamment au compteur d'énergie, situé à l'intérieur du local.

Ceci dans les règles de l'art et en respectant les lieux. Ces câbles seront posés avec soin. Toutes les fixations, qu'elles soient à l'extérieur comme à l'intérieur, devront être réalisées en veillant à conserver son parfait état d'étanchéité.

Article 13 - Non nuisance des équipements

Les équipements mis en œuvre permettent la connexion entre les différents points hauts situés sur le territoire de la Métropole par faisceaux Hertziens (liaison point à point, rayonnement direct) et la diffusion des communications Tetra par antennes omnidirectionnelles.

L'attribution de fréquences et les conditions de rayonnements électromagnétiques de ces équipements font l'objet de déclaration à l'ARCEP (Autorité de Régulation des Communication Electroniques et des Postes) qui ne donne son accord que si les rayonnements sont inférieurs aux maxima autorisés. Des contrôles et mesures sont effectués régulièrement par l'Arcep.

Pour les liaisons par faisceaux hertziens, point à point, le rayonnement est quasi-nul au-delà d'un rayon de 60cm autour du faisceau. Le positionnement en hauteur (12m du sol) et au-dessus de tout bâtiment n'induit aucun impact sur l'environnement.

Pour les antennes Tetra, la distance de sécurité est de 60cm autour de l'antenne. La position de ces antennes en hauteur respecte largement ce périmètre de sécurité. Par ailleurs le rayonnement de ces antennes émettant à 400MHz doit être inférieur à 28V/m (valeur maximale tolérée par l'Arcep).

Sur le site du stade, le rayonnement maximal (face à l'antenne) à 20m est d'environ 0,866V/m soit 3% de la valeur maximale tolérée par l'Arcep. Les antennes sont placées à une hauteur suffisante pour que personne ne puisse se trouver directement devant les antennes et le rayonnement en dessous d'une antenne est quasi-nul.

Article 14 - Accès aux installations

Les équipements techniques sont entièrement autonomes et fonctionnent sans personnel.

Pour les besoins de maintenance préventive des installations et de leur entretien, l'occupant devra informer le propriétaire, au moins huit (8) jours à l'avance de son désir d'accéder au site.

La procédure d'accès aux équipements sera définie entre les parties.

Pour les réparations d'urgence, le propriétaire s'engage à faciliter l'accès au site le plus rapidement possible sachant que les équipements doivent être accessibles 24h/24 et 7j/7 compte tenu de du caractère sensible du réseau mis en place. L'occupant informera le propriétaire (par fax ou mail) de l'intervention réalisée.

Dans tous les cas, les personnes intervenantes devront justifier de leur qualité d'occupant ou justifier de leur qualité de sous-traitants dûment mandatés.

A défaut, l'accès au site ne sera pas autorisé.

Article 15 - Entretien et réparation

Article 15.1 - Sur l'installation technique

Durant l'exécution de la présente convention, le propriétaire s'engage à ne pas interrompre de manière imprévue le fonctionnement des installations.

Toutefois, dans le cas où le propriétaire doit procéder à des travaux entraînant la suspension temporaire du fonctionnement des installations techniques, celui-ci, sauf cas de force majeure, devra en aviser l'occupant par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de trois mois et en y précisant la durée prévisionnelle de cette suspension.

Le propriétaire s'engage à faire ses meilleurs efforts pour trouver, avec l'occupant, une solution de remplacement pendant la durée de l'indisponibilité, quelle qu'en soit la cause, lui permettant d'assurer la qualité et la continuité du service.

Dans l'hypothèse où apparaîtraient des problèmes techniques indépendants de la volonté des parties (par exemple des installations électriques affectant l'émission ou la réception des signaux, ou des parasitages d'installations diverses), les parties examineront les solutions possibles, leur faisabilité, et se concerteront pour régler ces difficultés, sans qu'aucune des parties puisse réclamer des dommages et intérêts à l'autre au titre de cette réalisation.

En cas d'impossibilité matérielle pour l'occupant de trouver une solution sur le site objet de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée à l'initiative de celui-ci sans préavis ni indemnité de part ou d'autre, si ce n'est le paiement de la redevance due calculée au prorata temporis de l'occupation effective des lieux.

L'occupant devra faire entretenir l'installation technique dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité, de manière à ce qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté aux installations et autres occupants du propriétaire.

L'accès aux installations se fait conformément à l'Article 14 ci-dessus.

Article 15.2 - Sur les lieux

L'occupant et toutes personnes intervenant pour son compte s'engagent à maintenir les lieux mis à disposition en bon état d'entretien pendant toute la durée de la présente convention.

Article 16 - Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de ses obligations telles que prévues dans le présent contrat, l'autre partie pourra la mettre en demeure de s'exécuter par courrier recommandé avec accusé de réception.

Après un délai de 30 jours, et en cas de persistance du manquement, elle pourra résilier de plein droit le présent contrat par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception sans qu'il soit nécessaire d'engager une action en justice.

De la même manière, en cas de totale destruction du site, le présent contrat sera résilié de plein droit sans indemnité ni préavis.

Article 17 - Confidentialité

Les parties sont tenues au secret professionnel.

En conséquence, elles s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution du présent contrat.

Article 18 – Règlement des litiges

Dans l'hypothèse où un différend surviendrait à l'occasion de l'exécution de la présente convention, les parties s'efforceront de le régler à l'amiable préalablement à toute action devant la juridiction compétente. A défaut d'accord amiable, le Tribunal Administratif de Toulon sera compétent.

Article 19 - Sort des équipements en fin de contrat

Au terme de la présente convention, quelle qu'en soit la cause, l'occupant devra remettre les lieux en leur état initial dans un délai de trois (3) mois à compter de la date effective de fin des relations contractuelles.

En cas de résiliation de la présente convention, l'occupant fera procéder à l'enlèvement de la totalité des installations, y compris à la dépose du compteur d'alimentation électrique s'il en existe un, dans le strict respect du rétablissement des lieux mis à disposition en l'état primitif.

L'ensemble des effets de la convention cesse à la résiliation ou au terme de la convention y compris le bénéfice du réseau au propriétaire.

Article 20 - Informatique, fichiers et libertés

Les informations nominatives seront utilisées pour les besoins de gestion des flottes de terminaux. Elles porteront sur les détenteurs de terminaux Tetra (nom, prénom, collectivité d'appartenance, direction, service, n° de série du terminal, marque et modèle du terminal).

Elles ne feront l'objet de communications extérieures que pour les seules nécessités de la gestion ou pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires.

Elles pourront donner lieu à l'exercice du droit d'accès et de rectification dans les conditions prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, par l'intermédiaire du Service des Affaires Juridiques/Contentieux.

Article 21 - Conditions particulières

Conditions d'accès : L'occupant (coordonnées de l'interlocuteur de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE : Mr Romain BUTIN – 04.94.36.89.38 — rbutin@metropoletpm.fr ou accueil DRNM : 04.94.36.89.38) - averti le propriétaire de toutes interventions.

Fait à Toulon, le, en 2 exemplaires,

Pour L'OCCUPANT
La Métropole Toulon Provence
Méditerranée

Le Président

Jean-Pierre GIRAN

Pour LE PROPRIETAIRE
La commune de l'Ollioules

Le Maire

Robert BENVENTI

CONVENTION D'OCCUPATION POINT HAUT TETRA

SITE : STADE D'OLLIOULES

ANNEXE : PLANS

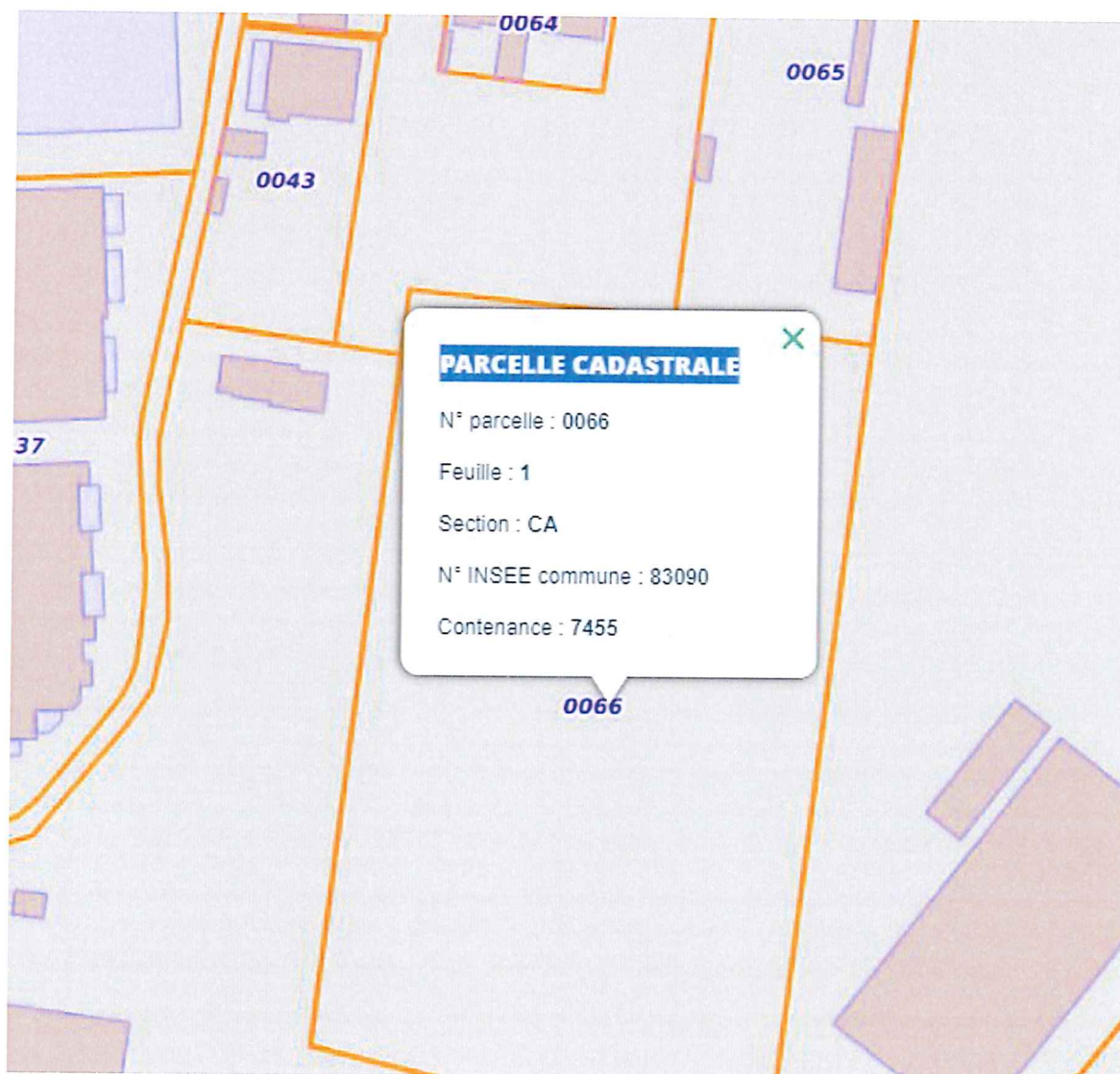


Envoyé en préfecture le 17/04/2024

Reçu en préfecture le 17/04/2024

Publié le

ID : 083-218300903-20240408-D2024_04_4_14-CC



Envoyé en préfecture le 17/04/2024

Reçu en préfecture le 17/04/2024

Publié le

ID : 083-218300903-20240408-D2024_04_4_14-CC